

**Conseil de sécurité**

Soixante et unième année

*Provisoire***5347^e** séanceMardi 17 janvier 2006, à 15 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Mahiga	(République-Unie de Tanzanie)
<i>Membres :</i>	Argentine	M. Mayoral
	Chine	M. Li Junhua
	Congo	M. Ikouebe
	Danemark	M. Faaborg-Andersen
	États-Unis d'Amérique	M. Bolton
	Fédération de Russie	M. Smirnov
	France	M. de Rivière
	Ghana	M. Tachie-Menson
	Grèce	M. Vassilakis
	Japon	M. Oshima
	Pérou	M. De Rivero
	Qatar	M. Al-Nasser
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	Sir Emyr Jones Parry
	Slovaquie	M. Burian

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178.



La séance est ouverte à 15 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe le Conseil que j'ai reçu du représentant de l'Afghanistan une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Bâzel (Afghanistan) prend place à la table du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Jean Arnault, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Arnault à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Jean Arnault, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Je lui donne la parole.

M. Arnault (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Conseil de sécurité de l'occasion qui m'est donnée de lui faire rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan depuis l'exposé le plus récent fait par le Secrétaire général adjoint Jean-Marie

Guéhenno, le 23 novembre 2005, et avant la très importante conférence sur le futur programme du processus de paix en Afghanistan, qui doit se tenir à Londres dans deux semaines.

Comme le Conseil le sait, près de quatre ans jour pour jour après la signature de l'Accord de Bonn, la transition politique en Afghanistan a été achevée avec l'installation, le 19 décembre 2005, de la nouvelle Assemblée nationale afghane. L'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale a été la pierre de façade d'un processus qui a vu l'installation d'une autorité intérimaire puis de transition, l'adoption d'une nouvelle Constitution démocratique, la tenue de l'élection présidentielle et, tout récemment, des élections parlementaires de septembre 2005. En conséquence, les institutions permanentes du Gouvernement ont été rétablies, comme l'exigeait l'Accord de Bonn, et l'on peut dire en toute justice que, comme cela a été prévu dans le même Accord, ces institutions reposent sur une large assise, elles sont pluriethniques et représentatives et tiennent compte de l'égalité entre les sexes.

Après l'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale, et au cours d'un vote serré, la Chambre basse a élu comme Président Yonus Qanooni, un des architectes de l'Accord de Bonn, ancien candidat à la présidence et, jusqu'à ce qu'il assume cette fonction parlementaire, une personnalité de premier plan de l'opposition. La Chambre haute a élu comme Président M. Sibghatullah Mojaddedi, ancien Président de l'Afghanistan, ancien Président de la Loya Jirga constitutionnelle et actuel responsable du programme de réconciliation nationale. L'un des cinq membres du bureau de la Chambre basse – le deuxième Vice-Président – est une femme.

Depuis l'ouverture des travaux, les deux Chambres ont fait des progrès dans l'examen de leur règlement intérieur. Un certain nombre de dispositions provisoires ont déjà été adoptées, et les autres seront appliquées à titre provisoire pendant trois mois, après quoi, il faudra les réexaminer. L'Assemblée nationale a également décidé de créer des comités parlementaires bien que leur composition reste encore à déterminer.

L'un des principaux éléments du règlement intérieur qui doit encore être parachevé a trait au processus par lequel le Parlement exercera sa prérogative constitutionnelle d'approbation des membres du Cabinet. Le Parlement doit encore décider

s'il exercera cette prérogative pour le Cabinet pris dans son ensemble ou pour chaque Ministre individuellement. À la demande du Président, l'examen effectif des nominations aura lieu après la conférence de Londres prévue pour la fin du mois, car il a indiqué que nombre des membres de son Cabinet participent très activement à la préparation du Pacte pour l'Afghanistan qui doit être lancé à Londres.

Le Gouvernement a également décidé de créer un ministère des affaires parlementaires qui facilitera l'interaction entre le Cabinet et l'Assemblée nationale. Les représentants de l'Assemblée nationale ne feront pas partie de la délégation afghane à la conférence de Londres, mais le Président de la Chambre basse, M. Qanooni, a exprimé le souhait de travailler avec le Gouvernement et la communauté internationale pour examiner le programme à suivre après Bonn et recenser les voies et moyens de veiller à ce que les objectifs soient atteints. De manière plus générale, M. Qanooni a souligné son intention de coopérer avec le Gouvernement et la communauté internationale. Il s'agit d'un bon départ et il est très important que les deux branches du Gouvernement continuent de coopérer.

Concernant les autres événements politiques, je suis heureux de pouvoir annoncer que le 12 décembre 2005, le cabinet a approuvé le Programme national d'action pour la paix, la réconciliation et la justice après plusieurs mois de discussions et de consultations. Ce programme reconnaît les souffrances subies par les millions de victimes du conflit et s'efforce de répondre à leurs besoins grâce à l'octroi de réparations, à la recherche de la vérité, au renforcement des institutions judiciaires et à la réconciliation nationale. Bien que la mise en œuvre du Programme ne puisse manquer de susciter des objections de la part de quelques groupes, la conférence sur la justice de transition qui s'est tenue en décembre a indiqué qu'il y a dans les faits un large appui en faveur de la recherche de la vérité, de l'épuration des responsables gouvernementaux et de la justice, jugées autant de composantes importantes du processus de paix.

Sur la base du programme de désarmement achevé en juillet de l'année dernière, une stratégie de démantèlement des groupes armés illégaux vient d'être approuvée par les partenaires nationaux et internationaux. Ces groupes se comptent par centaines et sont liés au commerce des stupéfiants, à des factions et à la criminalité organisée. Ils sont les facteurs

principaux de la faiblesse de l'État afghan dans les campagnes. Tirant les enseignements du programme de désarmement, la stratégie pose clairement que le succès ne se mesurera pas à la seule collecte des armes, mais au démantèlement véritable des groupes armés illégaux et aux progrès enregistrés dans la sécurité, la bonne gouvernance et l'état de droit pour les citoyens. Un concept d'opérations sera bientôt au point. Herat et Kapisa ont été sélectionnées pour être les deux premières provinces à voir mettre en œuvre la stratégie de démantèlement.

À côté de cette évolution positive, je dois une fois encore attirer l'attention du Conseil sur la situation en matière de sécurité. Si le nombre total d'affrontements et d'incidents violents a diminué dans tout le pays ces deux derniers mois, suivant une courbe saisonnière, le Sud, comme les membres du Conseil le savent, a été le théâtre d'une évolution négative des tactiques employées par les éléments antigouvernementaux, et ce, avec des effets meurtriers. Lors d'un attentat suicide perpétré il y a deux jours, le 15 janvier, un véhicule chargé d'explosifs a explosé à proximité d'un convoi de l'équipe canadienne de reconstruction de province à Kandahar, tuant son directeur politique, M. Glyn Berry. Trois soldats canadiens, ainsi que des civils afghans, ont été blessés dans cet attentat terroriste. Je voudrais renouveler l'hommage qu'a rendu hier le Secrétaire général à Glyn Berry, membre expérimenté du service diplomatique canadien et ancien vice-président du Comité spécial de l'Assemblée générale sur les opérations de maintien de la paix.

Le même jour, en fin d'après-midi, la province de Kandahar était de nouveau frappée par un autre attentat suicide à la bombe, dans le district de Spin Boldak, faisant, selon les informations, un total de 20 morts et de 20 blessés. Quelques heures auparavant, un engin explosif placé en bord de route était déclenché dans la ville de Kandahar, tuant trois soldats de l'Armée nationale afghane et deux civils, et faisant 10 autres blessés. Au total, sur les 19 attentats suicide survenus ces 12 derniers mois, 13 ont été perpétrés au cours des 10 dernières semaines, trois en novembre, six en décembre et quatre en janvier.

Une autre évolution consiste en ce que des attentats utilisant des engins explosifs improvisés ont été perpétrés contre les forces militaires internationales placées sous l'égide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans des régions du pays où

ils étaient jusqu'à présent rares, comme Mazar-e Charif, Baghlan et Herat. De plus, les violences et les menaces contre les représentants locaux, les dirigeants religieux et les écoles se poursuivent et s'intensifient, particulièrement dans le sud et dans le sud-est du pays. La dimension sécuritaire demeure par conséquent au cœur des efforts menés conjointement par le Gouvernement et la communauté internationale, parce qu'il s'agit d'une préoccupation prioritaire qui doit être réglée par des moyens militaires et non militaires, mais également parce qu'elle limite la capacité de la communauté internationale, et de l'ONU en particulier, à opérer sur l'ensemble du territoire.

Je voudrais maintenant exposer au Conseil le projet de transfert de l'autorité opérationnelle de l'Opération liberté immuable à l'OTAN. Ce transfert se poursuivra en 2006. La direction de l'équipe de reconstruction de la province de Kandahar, auparavant assurée par les forces américaines déployées dans le cadre de l'Opération liberté immuable, a été transférée au Canada en août 2005 et fonctionnera à terme sous le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Le 8 décembre, les ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN ont décidé de renforcer la FIAS en envoyant 6 000 soldats supplémentaires, ce qui portera le nombre total des troupes, de 9 200 actuellement, à un peu plus de 15 000. Toutefois on attend encore d'obtenir des garanties fermes de la part de chacun des États membres de l'OTAN qu'ils contribueront des contingents supplémentaires pour cet élargissement.

Alors qu'elle étend ses activités à des zones autrefois sous commandement de la coalition, il est impératif que la FIAS soit dotée de tous les moyens indispensables à sa crédibilité, en particulier compte tenu du nombre inhabituellement élevé d'attaques menées contre les forces militaires internationales dont j'ai parlé plus tôt. Cela exige, outre une solide capacité de combat et une bonne cohérence entre les diverses règles d'engagement nationales, une forte volonté politique de maintenir le cap.

Ces mauvaises nouvelles, que j'avais à transmettre en ce qui concerne la situation en matière de sécurité, doivent être prises pour ce qu'elles sont, à savoir le signe que, même si d'importants progrès ont été accomplis ces quatre dernières années dans de nombreux domaines, les défis restent considérables et le travail loin d'être terminé. Mobiliser les ressources des institutions afghanes récemment créées, ainsi que

celles de la communauté internationale, demeure par conséquent un élément clef de la consolidation de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

À cet égard, en août 2005, le Conseil de sécurité s'était félicité du

« désir de la communauté internationale et du Gouvernement afghan de convenir d'un nouveau cadre d'engagement international allant au-delà de l'achèvement du processus politique de Bonn ». (*cf. S/PRST/2005/40, p. 2*)

et avait pris note de l'intention du Secrétaire général de tenir des consultations avec le Gouvernement et tous les acteurs internationaux concernés sur le programme à suivre une fois le processus électoral achevé.

Ces consultations se déroulent depuis septembre avec un très large éventail d'acteurs, tant afghans qu'internationaux, et nous attendons avec intérêt que leur résultat, le pacte pour l'Afghanistan, soit rendu public à Londres le 31 janvier. Le Gouvernement afghan a pris ces consultations très au sérieux et, au cours des quatre derniers mois, sous la direction du Président Karzaï, les principaux ministres ainsi que les membres du cabinet du Président ont été en contact constant avec la communauté internationale. Toutes les missions diplomatiques à Kaboul, toutes les organisations internationales et l'OTAN ont été consultées à de multiples reprises sur le contenu du pacte et des centaines de propositions ont été avancées et débattues. Il en résulte que le document, qui en est désormais à la phase finale de rédaction, constitue, nous le pensons, une feuille de route détaillée et solide pour ce qui représentera lors des cinq années à venir une intense entreprise de consolidation de la paix.

Le pacte traite de manière intégrée des principaux défis auxquels l'Afghanistan est confronté : la sécurité; la gouvernance, les droits de l'homme et l'état de droit; le développement; et la lutte contre les stupéfiants, qui représente un grand objectif multisectoriel. Il met l'accent sur le rôle dirigeant que l'État afghan, renforcé par le processus démocratique qui se déroule depuis quatre ans, peut et doit jouer. Il pose également certains principes clefs visant à optimiser l'impact du processus de consolidation de la paix, notamment la durabilité, le renforcement des capacités, l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes, la responsabilisation et le rôle déterminant que doit jouer la coopération régionale.

Le pacte définit également, de manière aussi précise que possible, des critères clefs et un calendrier dans l'intention de faciliter la coopération et le suivi, et également de modérer les attentes de la population concernant ce qui peut être réalisé dans les années à venir. Il s'efforce d'améliorer la fourniture de l'assistance grâce à des engagements détaillés en matière d'efficacité de l'aide. Enfin, il prévoit la création d'un mécanisme de coordination qui reconnaisse le rôle dirigeant du Gouvernement afghan ainsi que, pour reprendre la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 23 novembre,

« le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer dans la consolidation de la paix et de la stabilité en Afghanistan et la coordination des efforts internationaux déployés ». (cf. S/PRST/2005/56, p. 2)

Survenues au lendemain du grand accomplissement qu'a été l'achèvement du processus de Bonn, ces récentes et tragiques nouvelles de Kandahar viennent tristement nous rappeler l'ampleur de la tâche qui reste encore à accomplir pour consolider la paix en Afghanistan. Mais elles ne

devraient pas nous faire oublier l'un des faits saillants du processus de Bonn, à savoir que ces quatre dernières années, les Afghans ont, comme le projet de pacte le souligne, réussi à mettre en échec la violence extrémiste et les pénibles épreuves pour poser les fondements d'un État démocratique, pacifique, pluraliste et prospère. Ils méritent que nous ayons confiance dans le fait qu'ils connaîtront le même succès, avec l'aide sans faille de la communauté internationale, dans la réalisation de la vision énoncée dans le Pacte pour l'Afghanistan.

Je ne doute pas que le Conseil de sécurité prendra la direction de l'action de la communauté internationale, comme il l'a fait lors du processus de Bonn, dans son adhésion entière et durable à cette vision.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Arnault de son exposé.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à une séance privée après la levée de la présente séance.

La séance est levée à 15 h 35.